

## **Rapport sur l'investissement dans le monde en 2010 : investir dans une économie à faible intensité de carbone**

### **Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement**

Genève: CNUCED, 2010 – 59 p.

Source: CNUCED,

[http://www.unctad.org/fr/docs/wir2010overview\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs/wir2010overview_fr.pdf)

Tags : Investissement | IDE | Economie à faible intensité de carbone

L'édition 2010 du rapport sur l'investissement dans le monde, fait ressortir une légère reprise de l'économie mondiale, après la contraction enregistrée en 2009, suite à la crise économique et financière internationale. Cependant, la reprise enregistrée demeure fragile, menacée par de nouveaux risques qui pèsent sur les finances publiques. De ce fait, pour que la reprise se confirme, l'investissement privé est indispensable pour stimuler la croissance et l'emploi, d'où le rôle majeur des investissements directs étrangers (IDE).

Le rapport dresse les tendances des IDE au niveau mondial et propose de nouvelles mesures pour améliorer leur contribution au développement économique. Il affirme que les perspectives seraient encourageantes et que les flux mondiaux d'IDE se redresseront en 2011 et 2012 pour s'établir à 1.400 et 2.000 milliards de dollars respectivement.

Dans cette perspective, le rapport met en relief le rôle potentiel des firmes multinationales dans la gestion des grands enjeux mondiaux, dont notamment ceux liés au changement climatique. De par leurs compétences, leurs technologies de pointe et

leur champ d'actions planétaire, les firmes multinationales sont nécessairement des acteurs de premier plan dans les efforts mondiaux destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre et dans la promotion d'une économie à faible intensité de carbone. Ainsi, le rapport révèle qu'avec des politiques et un cadre réglementaire adéquat, les firmes multinationales peuvent contribuer largement aux efforts déployés par tout dans le monde en termes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Pour ce faire, le rapport recommande la mise en place d'un partenariat mondial pour galvaniser les investissements dans les activités à faible intensité de carbone et la création d'un

nouveau centre d'assistance technique afin d'appuyer la mise en œuvre des politiques climatiques dans les pays en développement.

Concernant le Maroc, le rapport révèle que les IDE qui lui sont destinés ont chuté de 46 %, pour s'établir à 1,33 milliard de dollars en 2009 contre 2,79 milliards de dollars en 2008, plaçant ainsi le Maroc au 12<sup>ème</sup> rang à l'échelle des pays africains bénéficiaires des IDE.

